

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2021-06-142

24 juin 2021

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches afin de favoriser leur convergence

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14, D. 6332-78 à D. 6332-84,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n°2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Après en avoir délibéré le 24 juin 2021,

Exposé des motifs

La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel pose deux principes :

- Les branches professionnelles ont la responsabilité du financement des contrats d'apprentissage, via les opérateurs de compétences (OPCO). Les OPCO prennent financièrement en charge les contrats d'apprentissage selon un niveau déterminé par les branches professionnelles et en application de principes fixés par décret.
- France compétences émet des recommandations auprès des branches professionnelles afin de faire converger les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage.

Le décret du 28 décembre 2018 précise que les branches professionnelles, par l'intermédiaire de leur commission paritaire nationale de l'emploi (CPNE) ou de leur commission paritaire de la branche professionnelle (CPBP), doivent déterminer un niveau de prise en charge pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle pour lequel le niveau de prise en charge n'a jamais été fixé auparavant.

L'OPCO de la branche des personnel des administrateurs et mandataires judiciaires a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

La méthodologie utilisée pour l'émission des recommandations se fonde sur les données remontées par les branches et consolidées par les OPCO. Elle consiste à comparer les valeurs remontées par la branche pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle aux valeurs globales remontées par l'ensemble des



branches sur le diplôme ou titre à finalité professionnelle considéré afin de définir une valeur de référence permettant la convergence des niveaux de prise en charge, avec une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des personnel des administrateurs et mandataires judiciaires, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code ainsi que les nouveaux contrats sur ces mêmes diplômes ou titres qui seront signés.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE Personnel des administrateurs et mandataires judiciaires dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Fait à Paris
Le 24 juin 2021

Jérôme TIXIER
Président du Conseil d'administration



Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche des personnel des administrateurs et mandataires judiciaires

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE Personnel des administrateurs et mandataires judiciaires pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 2706

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Personnel des administrateurs et mandataires judiciaires	RNCP35375	BUT - GESTION DES ENTREPRISES ET DES ADMINISTRATIONS : GESTION COMPTABLE, FISCALE ET FINANCIÈRE	6800	7990	7400	8440	NON CONFORME
CPNE Personnel des administrateurs et mandataires judiciaires	RNCP35477	BUT - INFORMATIQUE : ADMINISTRATION, GESTION ET EXPLOITATION DES DONNÉES	6800	8000	7400	8500	NON CONFORME
CPNE Personnel des administrateurs et mandataires judiciaires	RNCP35493	BUT - CARRIÈRES JURIDIQUES : ASSOCIATIONS ET ENTREPRISES	6800	7666	7100	8100	NON CONFORME
CPNE Personnel des administrateurs et mandataires judiciaires	RNCP27302	LICENCE - DROIT, ÉCONOMIE, GESTION MENTION: DROIT FRANÇAIS - DROITS ÉTRANGERS	6800	7210	6894	7704	NON CONFORME
CPNE Personnel des administrateurs et mandataires judiciaires	RNCP35382	LICENCE PROFESSIONNELLE - ACTIVITÉS JURIDIQUES : MÉTIERS DU DROIT DES SOCIÉTÉS (FICHE NATIONALE)	6800	7500	7100	8500	NON CONFORME
CPNE Personnel des	RNCP34098	MASTER - JUSTICE PROCÈS ET PROCÉDURES	9500	8500	7485	9000	NON

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
administrateurs et mandataires judiciaires		(FICHE NATIONALE)					CONFORME
CPNE Personnel des administrateurs et mandataires judiciaires	RNCP34108	MASTER - DROIT (FICHE NATIONALE)	9500	8550	7735	9475	NON CONFORME
CPNE Personnel des administrateurs et mandataires judiciaires	RNCP28714	EXPERT EN AUDIT INTERNE ET CONTROLE DE GESTION (MS TBS)	7500	8550	8194	9303	NON CONFORME
CPNE Personnel des administrateurs et mandataires judiciaires	RNCP35137	ASSISTANT JURIDIQUE : OPTION JUDICIAIRE / JURIDIQUE	6800	7858	7103	9600	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés